

Passé le délai de quinze jours prévu au 4° de l'article **R. 8242-1**, l'acceptation du salarié est considérée comme tacitement acquise.

Titre V : Emploi d'étrangers non autorisés à travailler

Chapitre II : Droits du salarié étranger

Section 1 : Information des étrangers non autorisés à travailler au regard de leurs droits

R. 8252-1

Décret n°2011-1693 du 30 novembre 2011 - art. 1

 [Legif](#)  [Plan](#)  [Jp.C.Cass.](#)  [Jp.Appel](#)  [Jp.Admin.](#)  [Juricalf](#)

Lorsque l'un des agents mentionnés à l'article **L. 8271-7** constate qu'un travailleur étranger est occupé sans être en possession d'un titre l'autorisant à exercer une activité salariée en France, il lui remet un document l'informant de ses droits dont le contenu est défini à l'article **R. 8252-2**.

Section 2 : Le document d'information

R. 8252-2

Décret n°2020-1734 du 16 décembre 2020 - art. 14

 [Legif](#)  [Plan](#)  [Jp.C.Cass.](#)  [Jp.Appel](#)  [Jp.Admin.](#)  [Juricalf](#)

Le document remis au salarié étranger non autorisé à travailler comporte les informations suivantes :

1° Dans tous les cas :

- a) Le droit aux salaires et indemnités mentionnés aux 1° et 2° de l'article **L. 8252-2** ;
- b) L'obligation qui incombe à l'employeur de remettre les bulletins de paie, le certificat de travail et le solde de tout compte correspondant à la période d'emploi dans l'entreprise ;
- c) La possibilité, lorsqu'il est placé dans l'une des situations mentionnées à la dernière phrase du premier alinéa de l'article **L. 8252-4**, d'obtenir le recouvrement des salaires et des indemnités auprès de l'Office français de l'immigration et de l'intégration ;
- d) La possibilité, le cas échéant, de saisir la juridiction compétente en matière prud'homale aux fins d'obtenir le paiement des salaires et des indemnités, pour la partie non recouvrée par l'Office français de l'immigration et de l'intégration, notamment par l'intermédiaire d'une organisation syndicale représentative, conformément aux dispositions de l'article **L. 8255-1** ;
- e) La possibilité de saisir également la juridiction compétente en matière prud'homale afin de réclamer des dommages et intérêts s'il est en mesure d'établir l'existence d'un préjudice non réparé au titre des dispositions de l'article **L. 8252-2** ;
- f) La possibilité de porter plainte contre une personne qu'il accuse d'avoir commis à son encontre les infractions visées aux articles **225-4-1** à **225-4-6** et **225-5** à **225-10 du code pénal** et de pouvoir bénéficier à cet effet d'une carte de séjour temporaire durant la procédure, au titre de l'article **L. 425-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile** ;

2° En outre, l'indication de l'indemnité forfaitaire mentionnée au 2° de l'article **L. 8252-2** ou celle prévue par l'article **L. 8223-1**, en cas d'emploi dans les conditions définies aux articles **L. 8221-3** et **L. 8221-5**.